



9° CONGRÈS AMIENS. 1974



Tribune Socialiste n° 639 du 20 décembre 1974. Pages 6 à 9

Résolution adoptée par 340 mandats contre 13, 42 abstentions et 24 refus de vote

Construire l'unité populaire pour instaurer le pouvoir des travailleurs

La crise du mode de production capitaliste est devenue une réalité autant évidente aujourd'hui qu'elle paraissait douteuse et incertaine il y a peu. Si la crise énergétique en a été le premier grand révélateur, elle ne constitue qu'un aspect d'une crise économique et sociale profonde qui affectera durablement le monde industrialisé.

Cette crise contribue dès maintenant à accentuer la lutte des classes sans qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur, de manière complète, et d'en déduire toutes les conséquences avec une exacte certitude.

Une crise nouvelle structurelle et globale : un tournant dans l'histoire du capitalisme

Le capitalisme au plan mondial ne peut plus se reproduire sur les bases de la période antérieure. Le pillage des ressources énergétiques, puis de la main d'œuvre des pays sous-développés, le travail à la chaîne et la parcellisation toujours croissante des tâches, la consommation de masse suscitée et entretenue par l'idéologie de la croissance pour la croissance, sont remis en cause par

— la formation, dans les pays du Tiers-Monde, de nouvelles bourgeoisies nationales qui tentent d'asseoir leur propre développement sur les revenus de leurs ressources énergétiques ;

— l'accentuation, dans les pays industrialisés, de la

lutte des masses populaires pour de meilleures conditions de travail et de vie.

Il s'agit d'une crise structurelle contrairement aux crises classiques antérieures à la Seconde Guerre mondiale où la baisse des salaires et la diminution des prix (dans des proportions moins importantes) étaient les corollaires d'une chute vertigineuse de la production, de l'aggravation du chômage. Ni les phénomènes de récession globale ni l'accentuation actuelle du chômage ne freinent l'essor de certaines industries de pointe et l'emballement de l'inflation.

L'inflation ne peut plus être considérée comme une maladie conjoncturelle. Elle constitue un moyen fondamental de développement du capitalisme moderne, suscité par des facteurs complémentaires tels que :

— la restructuration du capital mondial sous l'impulsion des monopoles et notamment des firmes multinationales ;

— la croissance fantastique des dépenses improductives et notamment militaires ;

— la rotation accélérée des moyens monétaires grâce à l'utilisation de nouvelles techniques informatiques.

Enfin l'inflation qui permet aux monopoles le maintien de profits élevés se heurte à une résistance accrue des travailleurs ; elle atteint des niveaux tels qu'elle devient un facteur de déséquilibre social inquiétant pour la bourgeoisie.

1 - une crise globale

En tout état de cause, la crise du capitalisme est entrée dans une nouvelle phase. En effet, le mythe de la société intégrée est largement battu en brèche dans les pays capitalistes industrialisés. Il y a crise non

seulement du mode de production, mais également du mode de contrôle social des activités de production et de consommation. Ainsi, la hiérarchie, la parcellisation du travail, la division des tâches sont de moins en moins acceptées par ceux qui les subissent. Si les conflits sociaux restent apparemment axés principalement sur les problèmes de rémunération et de pouvoir d'achat, les luttes ouvrières que la France a connues ces dernières années, ainsi que les grèves et conflits larvés qui ont secoué certains secteurs de l'appareil d'Etat (banques, magistrature, police, école, armée, PTT) témoignent du caractère nouveau et global d'une crise qui ébranle toutes les bases de la formation sociale française actuelle,

2 - Une crise qui ouvre des perspectives politiques nouvelles pour les gérants du capitalisme et appelle une riposte appropriée des travailleurs

Il serait illusoire, voire dangereux, d'en déduire que le capitalisme serait, « une fois encore », au bord de l'agonie. En effet, la crise peut être résolue par la création de nouvelles bases d'extraction de la plus-value et de nouvelles formes d'intégration des travailleurs.

Ces bases sont dès à présent en train d'être définies et renforcées, notamment par l'utilisation de nouvelles méthodes de travail (recomposition des tâches et suppression des chaînes), la compression de la production de biens industriels dans les pays capitalistes développés au profit des « services » et le développement de nouveaux centres d'accumulation dans les pays sous-développés.

Parallèlement, les monopoles cherchent de nouveaux débouchés dans les pays se réclamant du socialisme et inversement. L'URSS qui tire profit des hausses énergétiques et des matières premières n'a pas intérêt à ce que les structures capitalistes de l'Occident soient remises en cause.

La restructuration entamée à l'échelle planétaire entraînera la décomposition de certaines couches sociales par la mise en sommeil, voire la destruction, de secteurs entiers de l'économie.

Le coût social de cette restructuration sera très élevé. Il incite dès à présent la bourgeoisie à chercher des compensations en imposant des sacrifices aux travailleurs, aussi bien en termes d'emploi et de

pouvoir d'achat, qu'en termes de pouvoir tout court.

A l'échelle française, la bourgeoisie a réussi jusqu'à présent à gérer politiquement la crise. Giscard d'Estaing, dont la politique est moins hésitante que ne le prétendent certains, exploite à fond la dramatisation de la crise pour imposer le refroidissement du plan Fourcade et les restructurations qu'il implique.

Cette politique est adaptée aux conditions spécifiquement françaises de la crise, marquées par un déficit extérieur de plus en plus inquiétant. C'est pourquoi la ligne adoptée par le pouvoir répond à deux objectifs complémentaires :

— réduire la consommation intérieure pour alléger le déficit de la balance extérieure par des exportations plus massives ;

— rendre le capitalisme français compétitif par rapport à ses partenaires européens.

A ce sujet, les grandes opérations de restructuration engagées par Giscard (ex : fusion Citroën-Peugeot) permettent, en agitant le spectre du chômage et en mettant en œuvre une politique de chômage sélectif, de sortir les monopoles de leurs difficultés actuelles et de leur ouvrir la voie à de nouvelles activités génératrices de profits élevés.



En d'autres termes, il paraît peu probable que la crise s'accélère de manière imprévue, notamment sous la forme d'un arrêt généralisé de secteurs entiers de la production. La répression que nécessite une telle restructuration dans tous les secteurs de la production industrielle et agricole ainsi que de l'appareil d'Etat impose une riposte appropriée des travailleurs et des salariés dans leur ensemble.

La possibilité, pour la classe ouvrière et les autres couches salariées, de saisir cette crise comme opportunité historique réside dans sa capacité à passer

d'une position de résistance à l'attaque capitaliste à une position d'offensive et d'alliance autour de la classe ouvrière.

Il est clair que les prochaines échéances se situeront moins sur le terrain électoral que sur celui d'une bataille sociale prolongée.

Dire que la restructuration capitaliste constitue le terrain sur lequel la crise du système est vécue directement par les travailleurs, c'est dire aussi que ce terrain est celui sur lequel doit s'organiser la lutte, notamment contre le plan d'austérité de Giscard, contre la mobilité forcée de la main-d'œuvre et contre les menaces de chômage qu'elle implique.

Il y a, en particulier, nécessité de renforcer la solidarité active entre tous les travailleurs français et immigrés, ainsi que le soutien aux luttes et organisations autonomes de ces travailleurs. Une telle action est d'autant plus urgente que, dans la période de crise que nous traversons, le pouvoir s'efforce de faire accepter une politique de chômage qui menace en priorité les immigrés.

C'est pourquoi le PSU condamne toute solution de gouvernement de centre-gauche chargé de gérer la crise.

Si la mise en échec de la politique économique et sociale du plan Fourcade-Giscard est notre tâche d'aujourd'hui, cette tâche est aussi d'œuvrer dans les luttes à la réalisation d'une véritable unité populaire capable d'affronter une situation de crise sociale et politique généralisée.

1. Unité populaire et unité d'action

Le passage au socialisme ne peut résulter que d'un large accord populaire. Seul un tel accord permettra de créer les conditions d'un renversement de la bourgeoisie. Le développement des luttes de masse en Europe occidentale ouvre à cet égard des possibilités nouvelles. Mais la construction d'une véritable unité

populaire autour de la classe ouvrière ne naîtra pas spontanément, même si elle répond aujourd'hui aux aspirations d'un nombre croissant de travailleurs. Elle demandera encore de patients efforts et de nombreuses expériences de luttes.

Les couches populaires, frappées de plus en plus durement par une crise structurelle du capitalisme, ont vocation à rejoindre le combat de la classe ouvrière. C'est le cas aujourd'hui de la grande masse des travailleurs salariés de l'industrie privée, des services et de l'administration, des salariés agricoles et paysans qui choisissent le camp des travailleurs, le prouvent dans leur lutte et s'organisent en conséquence, des étudiants et de la jeunesse scolarisée sans débouchés, des milliers de femmes du peuple aspirant à leur libération.

Mais ce développement de l'unité populaire qui trouve aujourd'hui des bases objectives dans la crise se heurtera souvent aux conceptions de l'unité développées par les organisations de gauche, PCF et PS, sans lesquelles pourtant il serait illusoire d'espérer vaincre.

La réalisation de l'unité populaire s'appuie sur la conclusion d'accords d'unité d'action entre ces organisations qui contribuent à unifier le mouvement populaire pour mettre en échec le pouvoir de la bourgeoisie.

1.1. L'unité populaire est nécessaire pour ébranler le pouvoir de la bourgeoisie ; la crise actuelle ouvre à cet égard de nouvelles perspectives.

● Seule la réalisation à la base, dans les luttes, d'une véritable unité populaire permettra d'ébranler le pouvoir de la bourgeoisie :

— sans mobilisation populaire, une victoire électorale de la gauche n'ouvrira pas de perspectives de transformations révolutionnaires de la société ;

— l'unité populaire se construit à la base et dans les luttes. Elle aboutit à un combat frontal avec le capitalisme ;

— elle prépare la période de transformation révolutionnaire de la société.

C'est dès aujourd'hui qu'il faut rechercher dans les luttes, à partir d'objectifs et de formes d'action

imposant les contrôles ouvrier et populaire, l'unification des militants de toutes les organisations de classe ;

— elle implique la constitution de l'unité de la classe ouvrière dans les luttes et le rassemblement autour d'elle, et sur ses objectifs, des couches populaires qui entrent dans le combat anticapitaliste.

● **La crise du capitalisme ouvre de nouvelles perspectives.**

La multiplication des luttes de masse en Europe occidentale a détruit l'image d'un capitalisme triomphant, capable d'intégrer, par une stratégie de croissance, des aspirations des travailleurs. Aujourd'hui, les capitalistes s'avèrent même incapables de maintenir la « croissance » au nom de laquelle ils exigeaient la passivité des travailleurs. L'accentuation de l'affrontement de classe conduit les travailleurs à prendre conscience de la nécessité de leur unité pour vaincre. Cette unité se construit à travers les revendications unifiantes (augmentations uniformes, garantie de l'emploi, titularisations, etc.) et la mise en œuvre de formes d'action assurant le contrôle collectif des travailleurs (occupations, assemblées du personnel, contrôle des cadences). Mais l'affrontement déborde le champ de la production industrielle pour atteindre l'ensemble de la vie sociale et créer ainsi les conditions d'une unification des couches populaires à travers les luttes pour le contrôle populaire.

1.2.— Une unité populaire véritable ne se réalisera pas spontanément :

La construction de l'unité populaire peut commencer à partir de formes de luttes et de revendications qui ne sont pas encore clairement anticapitalistes.

Tout mouvement unitaire des travailleurs et des couches populaires dont le développement, grâce à l'intervention des révolutionnaires, peut déboucher à terme sur des luttes et la constitution de comités de base et de masse, où s'exprime l'autonomie des travailleurs en lutte, constitue pour les révolutionnaires un point de départ possible. Ces derniers doivent s'y insérer pour animer son développement et son orientation.

Ils doivent par des initiatives savoir en favoriser l'émergence. Des assises locales et départementales pour l'emploi ne débouchent pas immédiatement ou spontanément sur des luttes clairement anticapitalistes

et offensives et sur la constitution, à brève échéance, de comités de base. Ce genre d'initiatives, qui peut au départ ne pas réunir toutes les composantes, constituerait cependant un point de départ essentiel dans le travail des révolutionnaires pour la construction et le développement de l'unité populaire dans l'action et son orientation sur des bases anticapitalistes.

● **Le développement de l'unité populaire offensive et clairement anti-capitaliste restera longtemps entravé par le poids du réformisme :**

— la volonté de changement profond de l'ordre social, telle qu'elle s'exprime dans les luttes, ne débouche pas automatiquement sur une prise de conscience claire de la profondeur des bouleversements politiques nécessaires ;

— cela suppose que nous sachions clairement apprécier le poids du réformisme et de ses organisations sur la classe ouvrière, et saisir toutes les occasions d'établir devant les masses, au sein des syndicats, mais aussi avec les militants du PCF et du PS, des échanges permanents dans le débat et dans les luttes ;

— nous devons sans cesse développer notre conception concrète de l'unité populaire par rapport aux perspectives offertes par les organisations de la gauche.

Le PC, en lançant son mot d'ordre d'« union du peuple de France » a cherché à exploiter à son profit les contradictions au sein de la bourgeoisie et à l'intérieur de son appareil politique, tentant de s'appuyer, pour réaliser son compromis historique, sur les couches sociales qui restent les plus sensibles à l'idéologie nationaliste à coloration sociale développée par le gaullisme.

Le PS, avec son opération « élargissement », préparée de longue date avec certains éléments de la direction de la CFDT et de l'ancienne direction de notre parti, a voulu renforcer ses bases dans une fraction de la classe ouvrière et surtout dans les couches techniciennes. Avec le « Projet de société » et les « Assises du socialisme », les dirigeants du PS ont cherché à justifier par une phraséologie autogestionnaire un décrochage à l'égard du Programme commun contre lequel était menée simultanément une critique de droite (cf. les articles de M. Rocard dans « Le Monde »). L'appellation lancée par Mitterrand aux « Assises » de « Parti des socialistes » achève de donner au PS le caractère d'un parti de type

présidentiel s'adaptant à l'évolution même de la démocratie bourgeoise, avec des courants de droite et de gauche, mais où le premier secrétaire est, dans son parti, l'homologue d'un président de la Ve République, décidant seul des grandes options politiques.

Nous devons être capables de proposer des objectifs et des formes de lutte qui dépassent les recettes proposées par ces organisations. Il s'agit de contribuer à l'expression autonome des travailleurs en lutte, condition d'une unité vivante.

● **L'unité populaire est en permanence menacée par la stratégie de division du pouvoir.**

— L'unité populaire est un objectif stratégique, elle n'est pas un acquis qu'il suffit d'entretenir et de capitaliser ;

— même si l'unité se réalise au cours d'une lutte ponctuelle, ou si elle progresse à l'occasion d'un conflit national, elle est sans cesse ruinée par la stratégie économique et politique du pouvoir ;

— en permanence, le pouvoir s'efforce de recréer au sein de la classe ouvrière et des couches populaires les conditions de la division (hiérarchie des fonctions et des salaires, développement de l'auxiliarat dans la fonction publique...);

— le gouvernement, qui gère pour le compte de la bourgeoisie l'introduction des travailleurs immigrés, les utilise en outre comme facteur de division du mouvement ouvrier ;

— en permanence, le pouvoir agit parallèlement en direction des organisations de gauche pour saper leur union. Il tente aujourd'hui de manœuvrer afin de faire gérer la crise par une fraction de la gauche.

Le PSU fera tout pour éviter une telle perspective dont les travailleurs feraient les frais.

1.3 — Le développement de l'unité populaire passe par l'unité d'action avec les organisations de gauche.

La mise en cause du pouvoir de la bourgeoisie exige à la fois la convergence, dans les luttes, des forces populaires et le rassemblement politique des forces organisées du mouvement ouvrier telles qu'elles sont.

Nous devons prendre en compte le niveau de conscience de la majorité des travailleurs soumis à

l'emprise des organisations politiques réformistes. Une unité qui exclurait ces forces peut remporter des succès partiels ; elle ne pourra pas déboucher sur la défaite de la bourgeoisie. Mais la victoire décisive contre le capitalisme et son Etat ne sera pas obtenue tant que le rapport de force ne sera profondément modifié entre ceux qui entendent simplement les réformer et ceux qui sont résolus à les abattre pour instaurer le pouvoir des travailleurs.

● **Accords unité d'action et unité populaire**

— l'exigence tactique d'accord d'unité d'action contribue à la stratégie de construction de l'unité populaire autour de l'axe de contrôle ouvrier et populaire ;

— pour se manifester, cette unité populaire exige un certain nombre de conditions : démocratie ouvrière à la base, définition d'objectifs concrets de lutte, remise en cause de la légalité dominante ; à Lip comme dans les banques, c'est la manifestation dans ces conditions de l'unité ouvrière et populaire qui a imposé en fait l'unité d'action des diverses organisations syndicales et politiques ;

— l'accord entre les organisations n'est jamais une condition suffisante pour la constitution de la mobilisation populaire ; mais à l'inverse, le désaccord peut être un facteur de blocage au développement de l'unité populaire. C'est pourquoi il convient d'utiliser chaque avancée de l'unité à la base pour contraindre les organisations à en tirer les conséquences.

● **La politique d'unité d'action**

— Plus que jamais, notre politique d'unité d'action définie une première fois au conseil national de novembre 1973 est d'actualité, mais par rapport au débat noué au conseil de Paris sur le pacte d'unité d'action, deux éléments fondamentaux doivent être pris en compte :

d'une part l'ambiguïté tenant au fait que la majorité de la direction de l'époque faisait manifestement du pacte la préparation de son introduction au P.S. a disparu, en même temps que ces camarades ont révélé leurs objectifs ;

d'autre part l'évolution des luttes à la base et de la conjoncture politique d'ensemble font qu'aujourd'hui la politique d'unité d'action n'est pas seulement acceptée théoriquement par le parti, mais mise en pratique concrètement par les militants dans les entreprises et dans les quartiers.

— Les leçons tirées des luttes (même si nous devons éviter d'étendre artificiellement au niveau national les conclusions tirées de quelques conflits exemplaires) aussi bien que quelques expériences récentes d'accords organisationnels, doivent nous aider à faire la différence entre la politique nécessaire de l'unité d'action et les mirages d'accords organisationnels, sans mobilisation populaire. Ainsi l'accord contre la vie chère de décembre 73, s'il a été conclu sur une plateforme acceptable, n'a débouché sur aucune action de masse réelle.

— En réalité, tous les exemples récents le confirment, dans l'état actuel de la lutte des classes caractérisée par des luttes éclatées, par le développement de mouvements de masse autonomes dont le niveau de conscience et d'organisation est très variable, et surtout en l'absence de toute centralisation politique des luttes, les accords d'unité d'action doivent être envisagés en fonction d'une analyse sans cesse renouvelée des rapports de force sectoriels et globaux sur chaque front de lutte, et non comme l'application mécanique d'une politique d'union d'organisations dont les stratégies sont évidemment contradictoires.

1.4. Nos propositions d'unité d'action

Le développement des luttes de masse sur tous les fronts, dans une conjoncture difficile pour les travailleurs, révèle la possibilité pour les révolutionnaires de peser sur les forces réformistes, et fonde la nécessité de l'unité d'action pour faire échec au plan d'austérité du gouvernement.

Le PSU doit être prêt à saisir toutes les occasions de conclure des accords d'unité d'action, même sur des bases ponctuelles ou sectorielles, avec toute organisation disposée à le faire, dès lors qu'ils sont compatibles avec sa stratégie d'unité populaire.

Le PSU recherchera l'élargissement de l'approfondissement politique de ces actions unitaires limitées. Le débat qu'elles ouvriront permettra de progresser vers le rassemblement du mouvement ouvrier contre le pouvoir de la bourgeoisie.

La politique d'unité d'action ne peut plus aujourd'hui se borner à assurer la coordination du combat des travailleurs secteur par secteur ; elle doit s'attaquer à la politique de stabilisation du pouvoir et permettre aux travailleurs de lancer une contre-offensive générale.

Aussi, aujourd'hui, les conditions semblent réunies

pour rechercher un accord politique et d'action contre le plan d'austérité, liant la défense de l'emploi et la lutte sur la consommation et le logement.

Pour sa part, le PSU propose six campagnes unitaires sur :

- la défense de l'emploi et restructuration ;
- le contrôle populaire sur le logement et cadre de vie ;
- le contrôle des prix : prix à la production et à la consommation ;
- la défense de la santé des travailleurs ;
- transports ;
- agriculture.

Le PSU recherchera la conclusion d'un tel accord avec la volonté de manifester le refus des organisations ouvrières de gérer la crise.

En permettant au mouvement ouvrier de s'attaquer de front et globalement à la politique de la bourgeoisie, en créant les conditions d'une puissante mobilisation populaire, il posera nécessairement le problème d'une alternative au gouvernement Giscard-Chirac.

1.5 - La stratégie d'unité populaire contribue à poser dès aujourd'hui le problème du pouvoir.

L'unité populaire est la condition de l'instauration du pouvoir des travailleurs.

C'est seulement lorsqu'elle aura consolidé son unité et rassemblé autour d'elle les couches populaires que la classe ouvrière peut espérer vaincre.

Les formes et les méthodes de son pouvoir s'ébauchent dès maintenant dans les luttes : assemblées générales, contrôle permanent sur les délégués ; c'est en aidant à leur émergence que nous préparons concrètement le pouvoir des travailleurs.

Surtout, c'est en attaquant dès aujourd'hui les formes de la division sociale du travail instaurée par le capitalisme que nous préparons les formes d'une nouvelle organisation du travail, adaptée au pouvoir des travailleurs.

Unité populaire dans les luttes, bataille électorale et questions gouvernementales.

La nécessité de contribuer patiemment au

rassemblement des forces populaires sur une perspective révolutionnaire ne saurait être sacrifiée à la possibilité d'une éventuelle victoire de la gauche en termes d'hypothétiques prochaines élections. Entre les deux objectifs, il y a évidemment un lien dialectique étroit. Mais le premier est le seul qui prépare aujourd'hui l'affrontement décisif.

Les élections peuvent être un moyen de « déblocage » d'une situation politique et un élément de déplacement des rapports de forces.

Le PSU a toujours dénoncé comme erronée la conception d'un passage graduel au socialisme au moyen de la conquête légale du gouvernement, de l'utilisation de l'Etat bourgeois, et d'une politique de réformes progressives ne pouvant aboutir au mieux qu'à un aménagement de la société capitaliste. L'expérience chilienne a rappelé que la présence de partis ouvriers à la tête de l'Etat bourgeois n'en changeait pas la nature.

Il est clair en effet, dans les circonstances historiques présentes, qu'une victoire électorale de la gauche ne changerait rien aux structures fondamentales de la société capitaliste. Mais une telle victoire recèlerait une capacité considérable de mobilisation populaire.

Les affrontements électoraux sont, pour le PSU, l'occasion d'affirmer devant les masses sa stratégie de contrôle ouvrier et d'unité populaire. Sans privilégier l'hypothèse d'un premier ébranlement électoral du pouvoir, les révolutionnaires ne doivent pas esquiver le débat sur d'éventuels accords électoraux avec les organisations de gauche et sur une plate-forme gouvernementale.

Dans un tel débat, notre programme et nos actions autonomes, les confrontations que nous imposerons publiquement devant les masses, sont nos atouts essentiels.

Il est parfaitement évident que le poids du réformisme et l'ampleur considérable des désaccords stratégiques sont tels que le PSU ne sous-estime nullement les obstacles qui s'opposent à la conclusion de tels accords.

L'essentiel est de débattre publiquement avec les organisations réformistes devant les masses et dans l'action des problèmes fondamentaux qui se posent effectivement. Si ce débat est concrètement mené à partir des préoccupations des masses et des luttes contre le plan d'austérité de la bourgeoisie, la rupture

éventuelle se fera dans la clarté.

Il apparaît parfaitement vain d'ouvrir aujourd'hui un débat théorique sur les conditions d'une participation à un gouvernement et sur les garanties à exiger de nos éventuels partenaires. Pour l'immédiat, nos rapports avec les forces de gauche et la discussion d'éventuels accords électoraux ne sauraient être définis en fonction de position de refus ou d'acceptation de principe. Seule l'appréciation de l'état du rapport des forces avec la bourgeoisie et au sein des forces populaires permettra, le moment venu, de poser concrètement le problème.

Dans de telles circonstances, nos choix s'inscriront dans notre stratégie révolutionnaire pour l'autogestion. Notre but est de favoriser l'émergence d'organes de double pouvoir, première étape de notre objectif stratégique qui demeure la conquête de tout le pouvoir par les organes que se donneront les travailleurs, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois qui ne se fera pas sans affrontement, la transition autogestionnaire au socialisme.



2 - Pour donner un sens à la victoire de l'unité populaire, il faut renforcer le courant révolutionnaire pour l'autogestion.

L'unité populaire nécessaire à la victoire du socialisme ne peut se faire que dans la direction de la classe ouvrière. Cette hégémonie de la classe ouvrière ne peut pas, bien entendu, se réduire au poids prépondérant d'un parti chargé de la représenter — qu'il s'agisse du PCF, du PS ou du PSU ou d'un autre

parti ouvrier —, cela passe par l'autonomie de la classe ouvrière, par l'approfondissement d'une unité qui permet une progression politique collective.

Cette autonomie, cette unité profonde de la classe ouvrière se construit en particulier dans des luttes de forme et de contenu nouveau, démocratie, luttes anti-hiérarchiques, etc. Ces luttes de contrôle ouvrier se sont très largement développées ces dernières années : Péchiney, Joint Français, Lip etc. Parallèlement, l'hégémonie ouvrière s'est manifestée par la reprise, sur des terrains extérieurs à la production, de formes de luttes qui reprennent des aspects essentiels des luttes ouvrières nouvelles : démocratie collective à la base, auto-organisation, priorité au fait accompli par rapport à la négociation, extra-légalité.

« Il existe actuellement un véritable courant du contrôle ouvrier et de nombreuses initiatives se rattachant au contrôle populaire. Mais l'articulation entre l'un et l'autre reste encore à construire, ce qui entraîne leurs difficultés à s'organiser, à se coordonner, à trouver au-delà du terrain social, des débouchés politiques ».

Les Assises pour le socialisme ont tenté de répondre à cette exigence en la canalisant vers le PS. Mais la méthode utilisée (contrôle bureaucratique, démocratie dirigée, décisions prises d'avance, etc...) par delà des confrontations parfois enrichissantes, ne pouvait correspondre à l'acquis que constituent la nature et le contenu des luttes.

C'est donc une autre dynamique qu'il faut mettre en œuvre, qui constitue une tâche essentielle pour les militants du PSU, et peut contribuer à transformer le PSU lui-même.

2.1 - Contribuer à la convergence politique de ceux qui se battent autour du contrôle ouvrier et populaire, dans la perspective de l'autogestion socialiste.

Une dynamique nouvelle

Il ne peut s'agir de parachuter des formes d'organisation toutes faites, ni de créer des cartels inter-organisations, toutes conceptions qui bloqueraient dès le départ la plus grande masse de ceux qui sont concernés au premier chef.

a) L'axe de lutte central aujourd'hui est celui du contrôle des travailleurs dans comme hors la

production. Si le contrôle doit être la base de la constitution du mouvement, celui-ci doit, dans sa nature comme dans sa dénomination même, lier cet axe avec le projet politique dont les luttes pour le contrôle sont porteuses : l'autogestion socialiste.

b) La base sociale de ce mouvement se pose donc : la classe ouvrière en constitue le noyau central, l'existence d'un tel mouvement contribuant à l'unification de la classe ; l'ensemble des couches entrant actuellement en lutte sur les fronts dits « secondaires » en est partie prenante.



La « couche militante » visée comprend en son sein, certes les militants du PSU, des militants de la CFDT, mais aussi des militants de nombreuses organisations populaires ainsi que de l'extrême gauche organisée ou non, de la CGT, de la gauche du PS, du PCF. Il faut prendre en compte de façon franche et réaliste ces diverses appartenances avec tout ce qu'elles contiennent aussi bien d'enrichissant que de conflictuel.

c) Un tel mouvement se constituera surtout à partir de comités autonomes ayant leur physionomie propre par branches et par secteurs, et le plus souvent à partir d'initiatives (ex : débat dans une entreprise, action de circuits, etc.). S'il est nécessaire de l'ancrer profondément dans le champ de la production, ce mouvement sera le lieu d'articulation et d'unification des luttes de contrôle ouvrier et populaire, et devra par conséquent prendre en compte les possibilités de développement sur les autres fronts des luttes sociales.

Le problème qui se pose est celui des outils qui

permettront le développement du mouvement : constitution pour les comités, de lieux de rencontre, d'échange et de réflexion sur le terrain de la production, mais aussi sur les autres secteurs (consommation, ville, formation, culture, femmes, paysans-travailleurs, minorités nationales) qui doivent favoriser la formation et le débat. Ainsi, l'un des outils spécifiques permettant le développement du secteur ouvrier, pourra être un « Centre ouvrier » ; il s'agira d'un service regroupant et diffusant toutes les informations sur les luttes menées par la classe ouvrière, sur les formes de luttes et objectifs, sur le soutien populaire, sur l'élaboration des mots d'ordre, sur la progression politique dans la lutte, etc., service proposé à tous les militants syndiqués ou non syndiqués, et favorisant l'unification de la classe par les moyens mis ainsi à sa disposition. En aucun cas, un pareil centre ne pourra se substituer aux syndicats ou organisations politiques. Ce sera l'une des premières concrétisations de l'exigence de documentation, de coordination horizontale et de confrontation permanente rappelée par Charles Piaget à la Mutualité.

La dynamique ainsi créée par le bouillonnement et l'accélération du mouvement, l'élaboration d'une force politique de type nouveau sera plus que jamais à l'ordre du jour. Les tâches et les structures de cette force se préciseront à partir de la richesse des expériences du mouvement, dans cette structure collective d'un parti adapté et conforme à un projet autogestionnaire, le PSU a un rôle primordial à jouer.

2.2 - Engager la transformation du PSU.

Pour franchir une nouvelle étape en relation avec ce mouvement plus large, il faut que le PSU, tout en se renforçant, en manifestant sa volonté d'accueillir de nombreux militants, sache collectivement transformer ses structures et son fonctionnement. Il s'agit là d'un processus d'une autre nature que la simple remise en ordre statutaire immédiatement nécessaire (sur laquelle un rapport spécial sera présenté). Trois préoccupations principales doivent être prises en charge par tout le parti actuellement :

2.2.1. - Faire du secteur Entreprises son axe principal, non plus en paroles, mais dans les faits. Ceci pose à la fois le problème des structures de base, des moyens financiers, des permanents (au moins régionaux) pour le travail entreprises, de façon à ce qu'il ne soit plus un secteur parmi d'autres, mais tout simplement le centre de la vie du parti.

En ce sens, l'organisation du parti doit se faire au maximum en cellules, groupes et sections d'entreprises. Dans ces structures, la réflexion et le travail politique des militants d'entreprise se développeront plus aisément.

Toute aide matérielle et politique doit leur être apportée pour aider l'implantation dans ce secteur essentiel, donc prioritaire.

Cela ne veut pas dire que les autres secteurs d'intervention doivent être abandonnés ; au contraire ils doivent être renforcés, mais en même temps, beaucoup plus articulés avec le travail entreprise.

2.2.2. - Changer les modes de direction du parti tout en tenant compte des exigences d'efficacité. L'affirmation selon laquelle le parti doit être un « intellectuel collectif », c'est-à-dire : un lieu de réflexion, d'élaboration, d'expression et de mémoire collectif ceci à tous les niveaux local, régional et national, et un pôle politique et organisationnel de combat contre la bourgeoisie et pour le pouvoir aux travailleurs, doit prendre tout son sens dans son mode de fonctionnement.

Cela veut dire en particulier :

— des directions qui travaillent étroitement avec ceux qui font la vie du parti sur le terrain (principe à mettre en œuvre notamment pour la direction nationale, mais pas exclusivement sans doute) ;

— le dépassement des mécanismes de représentation et de contrôle de type largement parlementaire au profit de relations plus directement inspirées de notre projet autogestionnaire ;

— la recherche de la collégialité dans les organismes dirigeants eux-mêmes.

2.2.3. - Un effort continu pour mettre en cause, à l'intérieur du parti, le décalque des rapports sociaux tels qu'ils existent dans la société civile. Certes, le parti ne peut pas se constituer en îlot où ces rapports auraient été abolis. Mais il doit les combattre, et se donner les moyens de le faire, ce qui est encore un bon moyen de préparer la révolution telle que nous la concevons. Ainsi doit-il ;

— par la formation, combattre les formes de domination culturelle de la bourgeoisie ;

— par les formes de discussion politique, garantir l'expression de chacun ;

— dans son expression, rechercher la diversification

des moyens qui permettent de s'adapter à toutes ces « lacunes » possibles (de la bande dessinée à l'audio-visuel...);

— par son organisation, savoir répondre aux besoins réels et diversifiés de la vie militante (de la garderie aux loisirs...)

Tout cela est à préciser en expérimentant. Mais il faut s'y mettre. C'est aussi un moyen par lequel le projet autogestionnaire prendra valeur et crédibilité auprès des masses.

3. — Pour se renforcer, le courant autogestionnaire a besoin d'un programme de construction du socialisme par les travailleurs

Le IX° Congrès du PSU décide de lancer l'élaboration d'un programme de construction du socialisme par les travailleurs.

3.1 — Le but du programme: constituer un instrument d'une politique posant concrètement le problème du pouvoir.

« Les travailleurs ne pourront gérer eux-mêmes l'économie et la société, jeter les fondations d'une économie socialiste et d'une société évoluant vers le communisme, qu'après avoir détruit la machine d'Etat bourgeois, brisé la résistance des classes dirigeantes et des forces qu'elles influencent, fondé un nouveau pouvoir dont les objectifs, les moyens et les formes seront radicalement différents de ceux de l'Etat bourgeois ». (Manifeste de Toulouse). Le moment

essentiel de ce renversement est constitué par la période de double pouvoir : celui que se donnent, de façon autonome, les travailleurs, et l'appareil d'Etat hérité de la domination bourgeoise. La naissance de ce nouveau pouvoir et cet affrontement ne peuvent se produire par génération spontanée.

Ils sont produits par la lutte, pour la satisfaction d'objectifs eux-mêmes hérités des luttes précédentes. C'est en ce sens qu'il y a continuité entre les luttes d'aujourd'hui et celles qui conduisent à l'affrontement final à la bourgeoisie, continuité qui était exprimée dans le titre du Manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ».

Le rôle du programme est d'explicitier, autant qu'on peut le faire maintenant, ce « pour ». Il a pour fonction de partir des aspirations actuelles, concrètes, immédiates des travailleurs, pour leur faire expérimenter dans l'action et par l'action la nécessité d'attaquer puis de briser les structures du capitalisme, les privilèges et les bastions de la bourgeoisie. De ce fait, il ne peut qu'être révisable, puisqu'il ne peut d'avance prendre en compte toute la richesse en acquis nouveaux que le développement de la lutte de classe peut produire.

Ces précisions — que le programme lui-même devrait rendre évidentes — permettent sans doute de lever les difficultés de vocabulaire, et de le qualifier de « programme de transition », en sachant qu'il ne s'agit, ni du programme de la société de transition au communisme, ni d'une quelconque version de démocratie avancée.

3.2 — Le contenu du programme : exprimer une politique révolutionnaire de masse.

La question du programme a jusqu'à présent été abordée par le PSU « par les deux bouts », sans que le lien ait été fait explicitement entre les deux. D'une part, il a élaboré des perspectives essentielles de la société socialiste dans le Manifeste, qui ont le mérite de montrer clairement l'actualité du socialisme autogestionnaire ; d'autre part, il avait adopté en février 1971 un programme d'action qui tentait, selon une procédure nouvelle (les Assemblées ouvrières et paysannes), de recenser les objectifs de lutte actuels — ce programme a d'ailleurs été implicitement enrichi au fil des mois par l'action elle-même.

Le problème est donc aujourd'hui d'établir le pont entre l'immédiat et la perspective future. Deux écueils

doivent toutefois être évités.

Le premier a trait à la question du gouvernement, qui doit être prise en compte conformément à notre stratégie de double pouvoir. On peut constater aujourd'hui clairement à quelles impasses on est conduit lorsqu'à partir d'une aspiration révolutionnaire on n'en conçoit plus la solution qu'en termes de gouvernement ; la préoccupation essentielle doit être de donner les moyens et les mots d'ordre de la mobilisation populaire. A l'inverse, ignorer les problèmes de gouvernement constitue une abstraction insensée. Au contraire, le programme doit les éclairer par ses objectifs, en indiquant ce qui est à mettre en œuvre, à soutenir, à imposer ou à rejeter dans l'action d'un éventuel gouvernement constitué par les organisations de la gauche ; il ne peut être « programme de gouvernement », mais il doit constituer le point d'appui essentiel de l'attitude à prendre à l'égard d'un programme de gouvernement ou de l'action gouvernementale elle-même.

Plus précisément l'élaboration du programme passe par la réponse aux questions suivantes :

1 — Sur quelles forces sociales, sur quelles alliances, doit reposer ce processus de conquête du pouvoir par les travailleurs ;

2 — quels mots d'ordre, quels objectifs intermédiaires doivent être mis en avant par secteurs pour engager une dynamique de mise en cause du capitalisme ;

3 — comment aborder et dépasser les principales contradictions d'une telle période :

a) — au niveau de l'affrontement inévitable des travailleurs avec la bourgeoisie et l'appareil d'Etat ;

b) — au niveau de la création des organes autonomes du pouvoir des travailleurs : peut-elle être aidée par l'action gouvernementale et comment ?

c) — au niveau des réactions du capitalisme international et de l'impérialisme, comme au niveau de la mise en cause de l'équilibre des forces et des zones d'influence à l'échelon européen et mondial.

Le second écueil concerne l'organisation même du programme. Il ne peut être constitué par la seule juxtaposition d'intentions, par catégorie de problèmes. Trop de programmes des organisations ouvrières se présentent comme des catalogues, même lorsque le catalogue lui-même ne manque pas d'intérêt (c'est le cas par exemple du document du CN de la CFDT d'avril 74 sur les « objectifs de transformation

significatifs », alors que

1) — l'unité du programme doit être constamment fondée sur le rapport de chacun des objectifs avec la stratégie ;

2) — sa nature profondément politique doit être assurée par la cohérence et l'articulation de l'ensemble des objectifs ;

L'une et l'autre de ces exigences doivent être satisfaites par le rôle spécifique du parti à l'égard du programme ; c'est là qu'il peut jouer pleinement son rôle d'intellectuel collectif.

3.3 — La méthode.

Pour que ce programme puisse prendre en charge les objectifs, les aspirations qui se manifestent dans les luttes, il doit être élaboré avec ceux qui se battent contre le capitalisme sur tous les terrains : économique, social, idéologique, etc. sur l'axe du contrôle ouvrier et populaire. C'est pourquoi

- une ébauche partant des acquis du parti — définis notamment dans le Manifeste de Toulouse — sera établie par la DPN en liaison avec les secteurs d'intervention ;

- les cadres de discussion devront être rapidement mis au point avec la collaboration de militants de syndicats ou de mouvements de masse extérieurs au PSU ; plusieurs circuits de discussion devront être mis en œuvre ;

- les lieux et les moments où se développent des luttes sur la Base du contrôle :

- les assemblées-débats, à tous les niveaux, où seront discutées les conséquences de la crise actuelle ;

- les structures naissantes du mouvement large, que cette discussion même aidera à se développer ;

- l'intervention du parti consistera à rassembler à tous les niveaux le produit de cette discussion, et de travailler à sa cohérence stratégique et politique. Le résultat final de ce travail sera lui-même retransmis auprès de tous ceux qui auront, à des titres divers, participé à son élaboration ;

- un conseil extraordinaire ou un congrès sanctionnera, avant la fin de 1975, l'ensemble de ce processus par l'adoption du programme.

(Résolution adoptée par 340 mandats contre 13, 42 abstentions et 24 refus de vote)